

Chantier Dialogue Social

GT 2 avenir des CAP

Un projet inacceptable !

Une nouvelle fois, le document de travail pour cette réunion du chantier « dialogue social » est arrivé la veille de la réunion, en fin d'après-midi.

Une nouvelle fois, aucune des remarques et revendications qui avaient été portées par les représentant-es des personnels lors de la réunion précédente n'a été prise en compte dans ce nouveau document de travail.

Le gouvernement continue d'avancer dans ses projets, sans dialogue. Avec de simples présentations.

Le Premier Ministre peut bien rappeler dans son courrier aux organisations syndicales son attachement à l'écoute et à la confiance. Dans la réalité des réunions et de l'avancée des chantiers, il n'en est rien.

Ce diaporama présente des pistes inacceptables de remise en cause des CAP, de leurs rôles, de leurs attributions et de leurs missions.

Certaines orientations sont dénuées hors sol et dangereuses. Comment imaginer une CAP par catégorie et par ministère notamment dans des ministères tels que Bercy ou l'Education Nationale (exit donc les CAP directionnelles et locales) ?

Par ailleurs, si les droits des agent-es (et la volonté de faire que ceux-ci soient bien pris en compte et respectés) ne semblent plus être la priorité, le projet n'oublie pas de créer de nouvelles sanctions, montrant bien à quel point les CAP semblent se transformer en instances tournées vers le disciplinaire.

Lors de ce groupe de travail, Solidaires a refusé de commenter plus avant les propositions tant celles-ci relèvent de la provocation gouvernementale et a quitté la séance.

Pour autant, Solidaires continuera de porter les revendications des personnels.

Solidaires Fonction Publique n'acceptera en aucun cas un tel projet destructeur de droits pour les agent-es et se battra contre cette politique régressive, qui n'a pour autre objectif que de pseudo-économies budgétaires.